



Assemblée générale

Distr. générale
26 octobre 2021
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa quatre-vingt-onzième session (6-10 septembre 2021)

Avis n° 25/2021, concernant Zhan Zhang, Mei Chen et Wei Cai (Chine)

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1991/42. Son mandat a été précisé et renouvelé dans la résolution 1997/50 de la Commission. Conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale et à sa décision 1/102, le Conseil des droits de l'homme a repris le mandat de la Commission. Le Conseil a reconduit le mandat du Groupe de travail pour une nouvelle période de trois ans dans sa résolution 42/22.

2. Le 2 décembre 2020, conformément à ses méthodes de travail¹, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement chinois une communication concernant Zhan Zhang, Mei Chen et Wei Cai. Le Gouvernement a répondu à la communication le 28 décembre 2020. La Chine n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

3. Le Groupe de travail estime que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants :

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement juridique pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui est applicable) (catégorie I) ;

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II) ;

c) Lorsque l'inobservation totale ou partielle des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États concernés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III) ;

d) Lorsqu'un demandeur d'asile, un immigrant ou un réfugié est soumis à une détention administrative prolongée sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV) ;

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international en ce qu'elle découle d'une discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le

¹ A/HRC/36/38.



sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, qui tend ou peut conduire au non-respect du principe de l'égalité entre les êtres humains (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

4. Zhan Zhang, née en 1983, est une citoyenne chinoise résidant dans le nouveau district de Pudong, à Shanghai.

5. La source fait valoir que M^{me} Zhang était avocate, et qu'elle a été privée du droit d'exercer parce qu'elle dénonçait ouvertement la politique du Gouvernement et la situation des droits de l'homme en Chine. Les autorités auraient menacé M^{me} Zhang à plusieurs reprises en raison de son militantisme. En 2019, elle a appelé l'attention sur les manifestations organisées à Hong Kong (Chine) et a témoigné son soutien aux manifestants au moyen de pancartes, de publications sur les réseaux sociaux et d'articles de presse. En septembre 2019, elle a été convoquée par la police de Shanghai, qui a procédé à son arrestation et l'a placée en détention parce qu'on la soupçonnait d'avoir « fomenté des troubles et causé des altercations ». La police l'a libérée le 26 novembre 2019. Pendant sa détention, M^{me} Zhang aurait été contrainte de subir deux examens psychiatriques.

6. Mei Chen, né en 1993, est un citoyen chinois résidant à Guangzhou, dans la province de Guangdong.

7. La source fait valoir qu'après l'obtention de son diplôme de l'Université d'agriculture de Chine du Sud à Guangzhou, M. Chen a intégré une organisation non gouvernementale d'intérêt public à Beijing. Avant d'être placé en détention, il travaillait bénévolement pour le site Web « Terminus2049 », qui publiait des articles de presse relatifs, entre autres, à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ; ce site était censuré par le Gouvernement.

8. Wei Cai, né en 1993, est un citoyen chinois résidant à Huanggang, dans la province du Hubei.

9. Selon la source, M. Cai travaillait pour une entreprise du secteur Internet. Il a terminé son premier cycle à l'Université centrale de Finances et d'Économie en 2015, puis a obtenu une Maîtrise en sociologie à l'Université Tsinghua de Beijing en 2018. M. Cai est le cofondateur du site Web « Terminus2049 », qui publiait des articles de presse relatifs, entre autres, à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et censurés par le Gouvernement.

10. La source fait valoir que, début février 2020, M^{me} Zhang a quitté Shanghai, où elle vit, pour se rendre à Wuhan dans le but de faire un reportage sur la pandémie de COVID-19. Par l'intermédiaire de ses comptes WeChat, Twitter et YouTube, elle a diffusé de nombreux récits relatifs, entre autres, à la détention d'autres reporters indépendants et au harcèlement subi par les familles de victimes qui demandaient des comptes aux autorités.

11. Le 14 mai 2020, des agents du Bureau de la sécurité publique de Shanghai, nouveau district de Pudong, l'ont placée en détention à Wuhan, dans un lieu inconnu. M^{me} Zhang a ensuite été ramenée à Shanghai ; le 15 mai 2020, elle a été placée en détention parce qu'elle était soupçonnée d'avoir « fomenté des troubles et causé des altercations », en violation de l'article 293 du Code pénal, qui prévoit une peine maximale de cinq ans d'emprisonnement pour quiconque : a) agresse délibérément un tiers, dès lors que les circonstances de l'infraction sont graves ; b) poursuit, espionne ou insulte un tiers, dès lors que les circonstances de l'infraction sont graves ; c) s'empare de force de biens publics ou privés, revendique, dégrade ou saisit de tels biens, dès lors que les circonstances de l'infraction sont graves ; ou d) provoque dans un lieu public des troubles qui portent gravement atteinte à l'ordre établi.

12. La source note que M^{me} Zhang a disparu le 14 ou le 15 mai 2020. Le 15 mai 2020, des agents du Bureau de la sécurité publique de Shanghai, nouveau district de Pudong, ont remis à sa famille la notification de placement de M^{me} Zhang en détention ; elles lui ont également rapporté ses bagages.

13. Le 19 juin 2020, M^{me} Zhang a été officiellement placée en état d'arrestation pour avoir « fomenté des troubles et causé des altercations ». Sa famille n'a reçu aucune notification de placement en détention. Le 15 septembre 2020, M^{me} Zhang a été mise en examen ; depuis lors, elle est détenue au centre pénitentiaire du nouveau district de Pudong à Shanghai.

14. Le 6 novembre 2020, les procureurs ont mis une copie de l'acte d'accusation à la disposition des avocats de M^{me} Zhang. Le 13 novembre 2020, ce document a été rendu public. La source fait valoir que, selon les informations qui y figurent, le parquet du nouveau district de Pudong a mis M^{me} Zhang en examen le 15 septembre 2020 ; elle soutient également que M^{me} Zhang fait l'objet de poursuites en représailles à son reportage sur la pandémie de COVID-19. M^{me} Zhang est accusée de s'être rendue à Wuhan le 3 février 2020, d'avoir publié un volume important d'informations inexacts sur WeChat, Twitter et YouTube, d'avoir accordé des interviews à Radio Free Asia et au journal Epoch Times, deux médias étrangers, et d'avoir dramatisé la situation épidémique à Wuhan dans l'intention de nuire. L'acte d'accusation stipule que ce comportement relève de l'infraction consistant à « fomenté des troubles et causer des altercations ».

15. Le 23 novembre 2020, M^{me} Zhang a reçu la visite de son avocat, auquel elle a affirmé être innocente. Elle a entamé une grève de la faim, mais elle est nourrie de force, principalement au moyen d'une sonde d'alimentation, mais aussi par ses compagnes de cellule. Il s'ensuit que M^{me} Zhang souffre de maux d'estomac et éprouve des difficultés à marcher. Elle a été examinée par un médecin qui a constaté qu'elle souffrait d'hypotension.

16. M. Chen et M. Cai ont disparu le 19 avril 2020 à Beijing ; on ignore où ils se trouvaient lors de leur disparition. La source précise qu'ils travaillaient bénévolement pour le site Terminus2049, qui publie des articles de presse relatifs à la situation liée à la COVID-19.

17. Le 23 avril 2020, le Bureau de la sécurité publique de Beijing, district de Chaoyang, a informé la famille de M. Cai que celui-ci avait été assigné à résidence surveillée en un lieu désigné. La notification faisait état d'une infraction pénale consistant à « fomenté des troubles et causer des altercations ». La date à laquelle M. Cai a été assigné à résidence surveillée en un lieu désigné reste inconnue. La famille de M. Chen n'a reçu aucune notification à ce sujet. On pense que M. Chen et M. Cai ont été arrêtés par des agents du Bureau de la sécurité publique de Beijing, district de Chaoyang.

18. Le 12 juin 2020, des agents du Bureau de la sécurité publique de Beijing, district de Chaoyang, ont procédé à l'arrestation officielle de M. Chen et M. Cai, accusés d'avoir « fomenté des troubles et causé des altercations ».

19. Le 21 septembre 2020, M. Chen a été mis en examen, et l'affaire a été renvoyée devant le tribunal du district de Chaoyang à Beijing.

20. La source précise qu'après avoir été officiellement placé en état d'arrestation le 12 juin 2020, M. Chen a été transféré au centre de détention du district de Chaoyang à Beijing. Le 28 juin 2020, deux avocats commis d'office ont appelé sa famille en affirmant qu'il avait sollicité l'aide juridictionnelle et qu'ils avaient accepté de le représenter. Un proche de M. Chen les a informés qu'un représentant légal avait été engagé dès avril 2020. La famille a donc demandé aux deux avocats commis d'office de se retirer, ce qu'ils ont refusé.

21. Les proches de M. Chen ont tenté à plusieurs reprises de joindre les deux avocats à leur cabinet, sans succès. Le 6 août 2020, l'un d'eux a appelé un proche de M. Chen pour lui indiquer que le dossier de ce dernier avait été transféré au parquet pour examen. La famille de M. Chen a demandé à l'avocat commis d'office s'il avait pu voir M. Chen et s'il avait des informations au sujet de ses conditions de détention. L'avocat a déclaré qu'il n'avait pas pu rendre visite à M. Chen en raison de la pandémie. La source fait en outre valoir que les autorités pénitentiaires ont rejeté à plusieurs reprises les demandes de visite de l'avocat engagé par sa famille.

22. La source fait par ailleurs valoir que, le 12 août 2020, la famille de M. Cai a déposé une plainte auprès de la Commission de supervision de Beijing, district de Chaoyang, afin qu'elle enquête sur les agissements du Bureau de la sécurité publique et du parquet du district de Chaoyang, arguant que les autorités auraient empêché la famille de M. Cai d'engager un

représentant légal pour ce dernier et manipulé le système d'aide juridictionnelle en vue de désigner des avocats commis d'office.

23. La source ajoute qu'à la date du 20 novembre 2020, cela faisait deux mois que l'affaire de M. Chen et M. Cai avait été renvoyée devant le tribunal du district de Chaoyang à Beijing (les hommes ayant été mis en examen le 21 septembre 2020). La source note que, conformément aux dispositions du Code de procédure pénale, l'audience du procès aurait dû se tenir avant le 20 novembre 2020, ou un délai aurait dû être sollicité ; dans les deux cas, les familles auraient dû être prévenues. Les autorités n'ont informé les familles d'aucune audience ni d'un quelconque délai.

24. La source fait valoir que les trois intéressés ont été placés en détention du fait de l'exercice pacifique de leur droit à la liberté d'expression et, plus précisément, pour avoir rendu compte de la situation liée à la pandémie de COVID-19 en Chine. La source ajoute que leur maintien en détention démontre que la politique du Gouvernement vis-à-vis des journalistes et défenseurs des droits de l'homme qui partagent des informations sur la pandémie est l'incarcération et la restriction de la liberté des médias, entre autres.

25. La source fait valoir que, compte tenu de ce qui précède, la détention de M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai constitue une atteinte à leur droit à la liberté d'expression et d'association, en violation des articles 18, 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et relève de la catégorie II.

26. La source soutient que les droits de M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai, notamment leur droit à un procès équitable, n'ont pas été garantis. Elle fait valoir que tous trois se sont vu refuser la possibilité de consulter leurs avocats. En outre, M^{me} Zhang a subi des actes de torture en ce qu'elle est alimentée de force alors qu'elle faisait une grève de la faim pour protester contre sa détention. M. Chen et M. Cai se sont vu refuser le droit de consulter l'avocat de leur choix, au lieu de quoi ils sont représentés par des avocats commis d'office.

27. La source affirme que les autorités n'ont permis à M^{me} Zhang de rencontrer son avocat que plus d'un mois après son placement en détention, c'est-à-dire pas avant le 25 juin 2020. Ce délai s'inscrit en violation de l'article 39 du Code de procédure pénale, qui stipule que les avocats ont le droit de communiquer avec les suspects en détention et de leur rendre visite. Le 9 septembre 2020, M^{me} Zhang a entamé une grève de la faim, et les autorités pénitentiaires du centre de détention du nouveau district de Pudong, à Shanghai, l'ont alimentée de force. Elle était en très mauvaise santé. L'un des avocats de M^{me} Zhang lui a rendu visite le 28 septembre 2020, après sa mise en examen, et a déclaré qu'elle semblait très amaigrie et très affaiblie. Elle n'a pas été autorisée à communiquer avec sa famille.

28. Selon la source, le 31 août 2020, le parquet du nouveau district de Pudong a refusé de reconnaître les titres de compétence de l'un des avocats de M^{me} Zhang, et affirmé, invoquant le règlement du Parquet de Shanghai, que la lettre d'engagement devait porter la signature de M^{me} Zhang elle-même, même si sa famille avait signé le document. L'avocat n'a par conséquent pas été autorisé à examiner les pièces du dossier.

29. La source ajoute que M. Chen et M. Cai se sont également vu refuser le droit de consulter leurs avocats et n'ont eu aucun contact avec leur famille. Le 26 avril 2020, la famille de M. Chen a engagé un avocat. Le 8 mai 2020, alors que celui-ci tentait de localiser M. Chen, il s'est vu interdire l'accès aux locaux du Bureau de la sécurité publique de Beijing, district de Chaoyang. Lorsqu'il a appelé les autorités compétentes, ses interlocuteurs ont refusé de le renseigner sur l'affaire. L'avocat a été empêché à plusieurs reprises de rencontrer M. Chen. Le 28 juin 2020, deux avocats commis d'office ont appelé les proches de M. Chen et affirmé être ses représentants légaux.

30. La source note que le 27 avril 2020, la famille de M. Cai a engagé un avocat pour défendre celui-ci. Le 29 avril 2020, l'avocat s'est rendu dans les locaux du Bureau de la sécurité publique de Beijing, district de Chaoyang, afin d'obtenir des informations sur le lieu où M. Cai se trouve et sur ses conditions de détention. Les agents du Bureau ont cependant refusé de le renseigner. L'avocat a déposé une plainte auprès du procureur du district de Chaoyang, mais n'a pas davantage été autorisé à voir son client.

31. Après le 1^{er} mai 2020, le parquet a contacté l'avocat pour lui confirmer que sa demande avait été acceptée et lui indiquer que le dossier serait traité dans les trois mois. Le 12 juin 2020, le parquet a de nouveau appelé l'avocat et lui a confirmé que le dossier était à l'instruction. Le même jour, l'agent de police en charge du dossier de M. Cai a informé sa famille qu'il avait été officiellement placé en état d'arrestation et incarcéré au centre de détention du district de Chaoyang à Beijing. Le policier a également déclaré que M. Cai avait sollicité l'aide juridictionnelle et engagé deux avocats commis d'office pour le représenter. La famille de M. Cai a appelé ces derniers. L'avocat engagé par la famille de M. Cai n'a pas été en mesure de rencontrer l'intéressé ni de communiquer avec lui.

32. La source invoque l'article 34 du Code de procédure pénale, qui prévoit que tout suspect a le droit d'engager ses propres représentants légaux pendant la phase d'instruction et que l'unité d'enquête doit l'informer de ce droit. En outre, l'article 39 du Code de procédure pénale stipule que les avocats peuvent rendre visite et communiquer avec les suspects en détention.

33. La source fait valoir que le droit de M. Chen et de M. Cai à un procès équitable a été violé, ajoutant que priver les détenus du droit de consulter un avocat les expose à un risque élevé de torture ou d'autres mauvais traitements.

34. Selon la source, M. Chen et M. Cai ont tous deux été assignés à résidence surveillée en un lieu désigné pendant environ cinquante-quatre jours. La notification écrite adressée à la famille de M. Cai indiquait que celui-ci était accusé d'avoir « fomenté des troubles et causé des altercations ». L'article 75 du Code de procédure pénale stipule que les auteurs présumés d'infractions pénales constituant une menace pour la sécurité nationale, impliquant des activités terroristes ou se rapportant à des faits de corruption grave peuvent être assignés à résidence surveillée en un lieu désigné. La source note que le fait de « fomenté des troubles et causer des altercations » relève de la sécurité publique et ne figure pas au nombre des infractions pénales susmentionnées. La source affirme que l'assignation à résidence surveillée en un lieu désigné, une forme de disparition forcée *de facto*, n'était pas licite en l'espèce, pas même en vertu du droit interne.

35. La source conclut qu'à la lumière de ce qui précède, le maintien en détention de M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai constitue une atteinte à leur droit à un procès équitable, garanti par l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et que la privation de liberté de M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai relève de la catégorie III.

Réponse du Gouvernement

36. Le 2 décembre 2020, suivant sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a transmis les allégations de la source au Gouvernement chinois, demandant à celui-ci de lui fournir avant le 1^{er} février 2021 des informations détaillées sur la situation actuelle de M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai. Il lui a également demandé d'exposer les éléments de droit justifiant leur maintien en détention et d'expliquer en quoi ces éléments sont compatibles avec les obligations mises à la charge de la Chine par le droit international des droits de l'homme. Il lui a en outre demandé de veiller à l'intégrité physique et mentale de M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai. Dans le contexte de pandémie mondiale, et conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé du 15 mars 2020 en matière de lutte contre la COVID-19 dans les lieux de détention, le Groupe de travail a exhorté le Gouvernement à privilégier les mesures non privatives de liberté.

37. Dans sa réponse du 28 décembre 2020, le Gouvernement a indiqué que M^{me} Zhang, femme de 37 ans originaire du comté de Sanyuan, dans la province de Shanxi, soupçonnée d'avoir « fomenté des troubles », avait été placée en détention par le Bureau de la sécurité publique de Shanghai le 14 mai 2020. Son arrestation avait été approuvée par le parquet le 19 juin 2020. Le parquet du nouveau district de Pudong, à Shanghai, avait mis M^{me} Zhang en examen pour avoir « fomenté des troubles et causé des altercations » et, le 15 septembre 2020, le tribunal du nouveau district de Pudong avait établi un acte d'accusation. Le dossier y est actuellement à l'examen. Au procès, le tribunal jugera l'affaire dans le strict respect de la loi afin de garantir pleinement les droits procéduraux de la prévenue.

38. Le 12 juin 2020, M. Cai et M. Chen ont été arrêtés à Beijing parce qu'on les soupçonnait d'avoir « fomenté des troubles et causé des altercations ». Des agents du Bureau de la sécurité publique de Beijing, district de Chaoyang, ont procédé à leur arrestation dans le strict respect de la législation et ont transmis leur dossier au parquet le 6 août 2020. Les droits des deux intéressés sont pleinement garantis. Les allégations de violation de leur droit à la liberté d'expression et d'association, entre autres droits, ne cadrent pas avec les faits. Le 18 septembre 2020, les deux hommes ont été mis en accusation par le parquet du district de Chaoyang pour avoir « fomenté des troubles et causé des altercations » ; ils ont été déférés au tribunal du district de Chaoyang. Le procès est en cours. Le tribunal jugera l'affaire dans le strict respect de la loi afin de garantir pleinement les droits procéduraux des mis en cause et de leurs avocats.

Examen

39. Le Groupe de travail remercie la source et le Gouvernement des informations apportées.

40. Pour déterminer si la détention de M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai était arbitraire, le Groupe de travail tient compte des principes énoncés dans sa jurisprudence concernant les règles de la preuve. Lorsque la source établit une présomption de violation des règles internationales constitutive de détention arbitraire, la charge de la preuve incombe au Gouvernement dès lors que celui-ci décide de contester les allégations².

i. Catégorie I

41. Il s'agit tout d'abord pour le Groupe de travail de déterminer s'il y a eu des violations relevant de la catégorie I, laquelle vise les cas de privation de liberté pour lesquels aucun fondement juridique n'est invoqué.

42. La source fait valoir que M^{me} Zhang a disparu le 14 ou le 15 mai 2020, et que sa famille a reçu une notification de placement en détention le 15 mai 2020. M^{me} Zhang a été officiellement placée en état d'arrestation le 19 juin 2020. M. Chen et M. Cai ont disparu le 19 avril 2020 et ont été officiellement placés en état d'arrestation le 12 juin 2020. Le Gouvernement fait valoir que M^{me} Zhang a été placée en détention par le Bureau de la sécurité publique de Shanghai le 14 mai 2020 et que son arrestation a été approuvée par le parquet le 19 juin 2020. M. Chen et M. Cai ont été arrêtés à Beijing le 12 juin 2020 parce qu'on les soupçonnait d'avoir « fomenté des troubles et causé des altercations ». Des agents du Bureau de la sécurité publique de Beijing, district de Chaoyang, ont procédé à leur arrestation dans le strict respect de la législation et ont transmis leur dossier au parquet le 6 août 2020. Le Gouvernement a choisi de ne pas contester les allégations à première vue crédibles formulées par la source, selon lesquelles M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai ont disparu pendant un certain temps.

43. Le Groupe de travail note donc qu'au cours des premières phases de leur détention, ils ont fait l'objet d'une disparition forcée *de facto*, car leurs familles n'ont pas pu les localiser et les autorités ne semblent pas avoir indiqué où ils se trouvaient.

44. Le Groupe de travail rappelle que la disparition forcée constitue une forme particulièrement grave de détention arbitraire, qui contrevient aux articles 6 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme³. Une telle privation de liberté, associée au refus de révéler le sort réservé aux intéressés, l'endroit où ils se trouvent ou encore le refus d'admettre qu'ils sont privés de liberté, est dépourvue de tout fondement juridique valable, quelles que soient les circonstances. Elle est aussi intrinsèquement arbitraire en ce qu'elle soustrait les intéressés à la protection de la loi, en violation de l'article 6 de la Déclaration universelle des droits de l'homme⁴.

² A/HRC/19/57, par. 68.

³ Voir les avis n^{os} 5/2020, 6/2020, 11/2020 et 13/2020.

⁴ A/HRC/16/48/Add.3 et Corr.1, par. 21. Voir également E/CN.4/1996/38 et Corr.1, par. 55.

45. La source fait valoir que l'assignation de M. Chen et M. Cai à résidence surveillée en un lieu désigné a duré cinquante-quatre jours. Le Groupe de travail considère que la formule « résidence surveillée en un lieu désigné » est impropre, car, comme c'est le cas pour M. Chen et M. Cai, le suspect ou le prévenu qui en fait l'objet n'est pas confiné à son domicile habituel – auquel cas il est assigné à résidence –, mais en un lieu désigné, qui peut très bien être une prison. Les autorités, par l'intermédiaire du parquet, ont de fait le pouvoir de faire disparaître une personne sans contrôle judiciaire. De l'avis du Groupe de travail, une telle loi d'habilitation concernant les responsables de l'application des lois est dépourvue de fondement juridique⁵.

46. Le Groupe de travail et d'autres procédures spéciales ont exprimé leur inquiétude quant au recours au régime d'assignation à résidence surveillée en un lieu désigné dans des conditions qui portent atteinte aux droits de la personne⁶. En particulier :

a) La pratique consistant à placer des personnes en détention au secret pour les besoins d'une enquête pendant de longues périodes sans divulguer l'endroit où elles se trouvent constitue une détention secrète et une forme de disparition forcée ;

b) La pratique consistant à placer une personne en résidence surveillée dans un lieu désigné sans contrôle judiciaire et sans inculpation officielle est contraire au droit de toute personne de ne pas être arbitrairement privée de liberté et de contester la légalité de sa détention devant un tribunal sans retard, ainsi qu'au droit de l'accusé d'être défendu par un conseil de son choix ;

c) Les dispositions régissant la résidence surveillée dans un lieu désigné semblent permettre que des personnes soupçonnées de certains crimes soient détenues au secret pendant de longues périodes et dans des lieux tenus secrets, ce qui, en soi, peut constituer un traitement cruel, inhumain ou dégradant, voire une forme de torture ; en outre, cette pratique peut les exposer à un risque accru de subir de nouveaux sévices, y compris des actes de torture ;

d) Les dispositions concernant la résidence surveillée dans un lieu désigné semblent être utilisées pour limiter l'exercice des droits à la liberté d'expression, la réunion pacifique et la liberté d'association par les défenseurs des droits de la personne et leurs avocats.

47. Au cours du dernier examen de la situation des droits de la personne en Chine, dans le cadre du troisième cycle de l'examen périodique universel, en novembre 2018, les délégations se sont déclarées préoccupées par la pratique de la résidence surveillée dans un lieu désigné, et en particulier par son utilisation pour détenir arbitrairement des individus qui défendent et promeuvent les droits de la personne⁷. Le Groupe de travail invite le Gouvernement à abroger les dispositions régissant cette pratique ou à les mettre en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu du droit international des droits de l'homme.

48. Le Groupe de travail estime que la détention au secret de M. Chen et M. Cai et leur placement en résidence surveillée dans un lieu désigné sont contraires aux articles 9, 10 et 11 (par. 1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme. De plus, en vertu de l'article 6 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ce mode de détention les a effectivement privés de la protection de la loi, ce qui enfreint leur droit à la reconnaissance de leur personnalité juridique⁸.

⁵ Avis n° 36/2019, par. 38 ; et n° 78/2020, par. 47.

⁶ Voir la communication CHN 15/2018, disponible à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=23997>. Voir également l'avis n° 15/2019, par. 42.

⁷ A/HRC/40/6, par. 28.176 et 28.180-181.

⁸ Avis n° 15/2019, par. 44.

49. Comme le Groupe de travail l'a indiqué précédemment, il ne suffit pas qu'une loi autorise une arrestation. Les autorités doivent invoquer ce fondement juridique et l'appliquer au moyen d'un mandat d'arrêt⁹. En l'espèce, les policiers qui ont procédé à l'arrestation n'ont pas présenté de mandat d'arrêt au moment de l'arrestation¹⁰, en violation des articles 3 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme¹¹. En conséquence, les autorités n'ont pas établi le fondement juridique de l'arrestation¹². Pour qu'un fondement juridique justifiant la privation de liberté puisse être invoqué, les autorités auraient dû informer les intéressés des motifs de leur placement en détention au moment où il a eu lieu¹³. Leur manquement sur ce point constitue une violation de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du principe 10 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, et confère à l'arrestation et au placement en détention un caractère arbitraire.

50. La source fait valoir que, durant leur détention provisoire, M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai n'ont pas été présentés à un juge dans le plus court délai – à savoir, en l'absence de circonstances absolument exceptionnelles, dans les quarante-huit heures suivant l'arrestation, comme le veut la norme internationale inscrite dans la jurisprudence du Groupe de travail¹⁴. Le Gouvernement ne réfute pas cette allégation. En conséquence, le Groupe de travail estime que le Gouvernement a violé l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les principes 11, 37 et 38 de l'Ensemble de principes.

51. Le Groupe de travail note que M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai se sont vu refuser l'exercice du droit d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de leur détention, conformément aux articles 3, 8 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux principes 11, 32 et 37 de l'Ensemble de principes. Il est dit dans les Principes de base et lignes directrices des Nations Unies sur les voies et procédures permettant aux personnes privées de liberté d'introduire un recours devant un tribunal que le droit de contester la légalité de sa détention devant un tribunal est un droit de l'homme autonome dont l'absence constitue en soi une violation des droits de l'homme, et que cette voie de recours est essentielle pour préserver la légalité dans une société démocratique¹⁵. Ce droit, qui constitue de fait une norme impérative du droit international, s'applique à toutes les formes et situations de privation de liberté¹⁶. Le contrôle juridictionnel de la privation de liberté constitue une garantie fondamentale de la liberté individuelle et est indispensable pour que la détention soit juridiquement fondée¹⁷.

52. En outre, le Groupe de travail estime que l'accusation portée contre M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai, à savoir qu'ils ont « fomenté des troubles et causé des altercations », est formulée en des termes à ce point évasifs et génériques que leur application pourrait conduire à priver quiconque de liberté sans fondement juridique précis¹⁸. Comme l'a précédemment indiqué le Groupe de travail, le principe de légalité exige que les lois soient libellées en des

⁹ Avis n^{os} 10/2018, par. 45 ; 36/2018, par. 40 ; 46/2018, par. 48 ; et 46/2019, par. 51.

¹⁰ Voir, par exemple, les avis n^{os} 71/2019, par. 70 ; et 45/2019, par. 50.

¹¹ Avis n^{os} 65/2020, par. 75 ; 37/2020, par. 52 ; 33/2020, par. 54 ; 31/2020, par. 41 ; 82/2018, par. 29 ; 68/2018, par. 39 ; 30/2018, par. 39 ; 26/2018, par. 54 ; 10/2018, par. 46 ; et 3/2018, par. 43 (établissant que, d'un point de vue procédural, la présentation d'un mandat d'arrêt est inhérente aux articles 3 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme).

¹² Voir, par exemple, les avis n^{os} 93/2017, par. 44 ; 10/2018, par. 45 et 46 ; 36/2018, par. 39 et 40 ; 46/2018, par. 48 ; 9/2019, par. 29 ; 32/2019, par. 29 ; 33/2019, par. 48 ; 44/2019, par. 52 ; 45/2019, par. 51 ; et 46/2019, par. 51.

¹³ Avis n^{os} 65/2020, par. 75 ; 33/2020, par. 55 ; 31/2020, par. 42 ; 83/2019, par. 50 ; 46/2019, par. 51 ; 32/2019, par. 29 ; et 10/2015, par. 34.

¹⁴ Avis n^{os} 57/2016, par. 110 et 111 ; 2/2018, par. 49 ; 83/2018, par. 47 ; 11/2019, par. 63 ; 20/2019, par. 66 ; 26/2019, par. 89 ; 30/2019, par. 30 ; 36/2019, par. 36 ; 42/2019, par. 49 ; 51/2019, par. 59 ; 56/2019, par. 80 ; 76/2019, par. 38 ; 82/2019, par. 76 ; et 78/2020, par. 49.

¹⁵ A/HRC/30/37, par. 2 et 3.

¹⁶ Ibid., par. 11, et annexe, par. 47 a). Voir aussi avis n^o 39/2018, par. 35.

¹⁷ Avis n^{os} 35/2018, par. 27 ; 83/2018, par. 47 ; 32/2019, par. 30 ; 33/2019, par. 50 ; 44/2019, par. 54 ; 45/2019, par. 53 ; 59/2019, par. 51 ; et 65/2019, par. 64 ;

¹⁸ Voir, par exemple, l'avis n^o 62/2018, par 57 et 58.

termes suffisamment précis pour que chacun puisse y avoir accès, les comprendre et adapter son comportement en conséquence¹⁹.

53. Le Groupe de travail a souligné dans ses rapports que des lois vagues et libellées en des termes imprécis risquaient de porter atteinte aux droits fondamentaux de ceux qui souhaitaient exercer leur droit à la liberté d'opinion, à la liberté d'expression, à la liberté de la presse, à la liberté de réunion et à la liberté de religion, et défendre les droits de l'homme, et que ces lois étaient susceptibles de donner lieu à une privation arbitraire de liberté. Il a recommandé dans le passé que les infractions soient définies en des termes précis, et que des mesures législatives soient prises pour introduire une exonération de responsabilité pénale applicable à quiconque exerce pacifiquement les droits qui lui sont garantis par la Déclaration universelle des droits de l'homme²⁰. Il estime que, compte tenu des circonstances de l'espèce, les lois invoquées pour mettre en cause les détenus étaient si vagues et d'une portée si vaste qu'il était impossible d'invoquer un fondement légal pour justifier la privation de liberté²¹.

54. Le Groupe de travail estime donc que la privation de liberté de M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai, dépourvue de fondement juridique, est arbitraire au titre de la catégorie I.

ii. Catégorie II

55. La source affirme que M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai sont détenus pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression et, plus précisément, pour avoir rendu compte de la situation liée à la pandémie de COVID-19 en Chine, et que leur détention s'inscrit dans le cadre de la politique que le Gouvernement a adoptée vis-à-vis des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme qui diffusent des informations relatives à la pandémie. Le Gouvernement souligne que M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai ont été placés en détention parce qu'ils étaient soupçonnés d'avoir « fomenté des troubles et causé des altercations ».

56. Si le droit à la liberté d'opinion et d'expression n'est pas sans restrictions, l'article 29 (par. 2) de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose que, dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique.

57. De l'avis du Groupe de travail, le principe de nécessité et de proportionnalité, inhérent à la liberté d'opinion et d'expression, l'est aussi à d'autres droits humains fondamentaux. Dans sa délibération n° 9, le Groupe de travail a confirmé que la notion d'« arbitraire » au sens strict implique à la fois qu'une forme donnée de privation de liberté doit être effectuée conformément à la loi et aux procédures applicables et qu'elle doit être proportionnée au but recherché, raisonnable et nécessaire²². S'agissant de l'application du principe de proportionnalité, le Groupe de travail a appliqué les quatre critères suivants dans sa jurisprudence : a) la mesure répondait-elle à un objectif suffisamment important pour justifier la restriction d'un droit protégé ? b) la mesure était-elle rattachée de manière rationnelle à l'objectif ? c) une mesure moins intrusive aurait-elle pu être appliquée sans compromettre de manière inacceptable la réalisation de l'objectif ? et d) en mettant en balance la gravité des conséquences de la mesure pour les droits des personnes auxquelles elle s'appliquait et l'importance de l'objectif, pour autant que la mesure contribuerait à le réaliser, la première l'emportait-elle sur la seconde²³ ?

¹⁹ Ibid.

²⁰ Voir E/CN.4/1998/44/Add.2, par. 42 à 53, 106 et 107 et 109 b) et c) ; et E/CN.4/2005/6/Add.4, par. 73 et 78 e).

²¹ Voir, par exemple, l'avis n° 22/2018.

²² A/HRC/22/44, sect. III.

²³ Avis n°s 54/2015, par. 89 ; 41/2017, par. 86 ; 56/2017, par. 51 ; 58/2017, par. 48 ; 76/2017, par. 68 ; 82/2018, par. 38 ; 87/2018, par. 64 ; 32/2020, par. 49 ; et 89/2020, par. 63.

58. Le Groupe de travail estime que les circonstances de l'espèce ne satisfont pas aux critères énoncés ci-dessus. Hormis les accusations évasives de comportement ayant pour effet de « de fomenter des troubles et causer des altercations », le Gouvernement n'a produit aucun élément crédible permettant de conclure raisonnablement à l'implication de M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai dans des actes ou des délits violents bien précis constituant une menace pour les droits et libertés d'autrui, la morale, l'ordre public ou le bien-être général ; le Groupe de travail estime donc que la privation de liberté dont ils font l'objet pour avoir exercé leur liberté de penser, de même que leur droit de diffuser des informations et des idées, de se réunir pacifiquement ou de s'associer et de prendre part à la conduite des affaires publiques, est dépourvue d'objectif légitime.

59. Le Groupe de travail considère que la conduite de M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai et leur travail en tant que journalistes sont garantis par la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui reconnaît le droit de chacun à la liberté d'opinion et d'expression ; ce droit implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de diffuser, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

60. Le Groupe de travail prend note des accusations relatives à la diffusion d'informations fallacieuses qui ont été portées contre M^{me} Zhang et rappelle la Déclaration conjointe sur la liberté d'expression et les fausses nouvelles (« fake news »), la désinformation et la propagande adoptée à Vienne le 3 mars 2017, par laquelle plusieurs experts (dont la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression) ont déclaré que les interdictions générales de diffusion d'informations fondées sur des notions évasives et ambiguës, en ce compris les informations fallacieuses ou subjectives, sont incompatibles avec les normes internationales relatives aux restrictions à la liberté d'expression et devraient être abolies²⁴.

61. Le Groupe de travail conclut que la détention de M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai résulte de l'exercice pacifique de leur droit à la liberté d'opinion et d'expression, ainsi que de leur droit de prendre part à la direction des affaires publiques, et qu'elle est contraire aux articles 19 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. En l'espèce, comme exposé plus haut, l'application d'une disposition équivoque et excessivement générique vient étayer la conclusion du Groupe de travail selon laquelle leur privation de liberté relève de la catégorie II. Le Groupe de travail renvoie la présente affaire à la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression.

iii. Catégorie III

62. Ayant constaté que la détention de M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai est arbitraire au titre de la catégorie II, le Groupe de travail souligne qu'aucun procès ne devrait avoir lieu. Les informations communiquées par la source indiquent que M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai sont victimes d'atteintes à leur droit à un procès équitable depuis le début de leur détention. Le Gouvernement indique simplement que le tribunal jugera ces affaires dans le strict respect de la loi afin de garantir pleinement les droits procéduraux des prévenus.

63. Le Groupe de travail note que, selon la source, M^{me} Zhang n'a pas pu consulter son avocat librement, et que M. Chen et M. Cai se sont vu refuser tout accès à la représentation légale de leur choix. Le Groupe de travail observe avec préoccupation les mesures auxquelles les autorités ont eu recours afin d'entraver ou d'empêcher l'accès aux avocats et aux pièces du dossier. La source fait valoir que ces mesures s'inscrivent en violation du droit interne, en particulier des articles 34 et 39 du Code de procédure pénale, qui énoncent le droit des suspects de bénéficier des services d'un avocat.

64. Le Groupe de travail note que M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai sont effectivement privés de leur droit à l'assistance d'un avocat et de leur droit de se faire représenter en justice, lesquels, d'un point de vue procédural, sont inhérents au droit à la liberté et à la sécurité et à l'interdiction de la détention arbitraire, ce qui constitue dès lors une violation des articles 3 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des principes 15, 17 et 18 de

²⁴ Voir <https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Expression/JointDeclaration3March2017.doc>. Voir également l'avis n° 46/2020, par. 54.

l'Ensemble de principes, et des principes 1, 5, 7, 8, 21 et 22 des Principes de base relatifs au rôle du barreau. Conformément au principe 9 et à la ligne directrice 8 des Principes de base et lignes directrices des Nations Unies sur les voies et procédures permettant aux personnes privées de liberté d'introduire un recours devant un tribunal, les personnes privées de liberté ont le droit d'être assistées par le conseil de leur choix, à tout moment pendant la détention, y compris immédiatement après l'arrestation, et elles doivent être informées sans délai de ce droit ; et le droit de consulter un avocat ne devrait pas faire l'objet de restrictions illégales ou déraisonnables²⁵. Les personnes privées de liberté doivent disposer du temps et des moyens nécessaires à la préparation de leur défense, ce qui inclut la communication d'informations²⁶. En outre, le conseil doit pouvoir s'acquitter de ses fonctions de manière efficace et indépendante, sans crainte de représailles, d'ingérence, d'intimidation, de restrictions ou de harcèlement. Les autorités doivent respecter le caractère privé et confidentiel des communications entre le conseil et la personne détenue²⁷.

65. Le Groupe de travail note que le droit de consulter un avocat dès le début de la détention est une garantie essentielle pour que le détenu puisse contester le fondement juridique de sa détention²⁸. Le Groupe de travail partage l'avis de la source selon lequel le déni du droit de consulter un avocat accroît le risque de mauvais traitements²⁹. S'agissant des allégations selon lesquelles les autorités auraient soumis M^{me} Zhang, alimentée de force parce qu'elle a entamé une grève de la faim pour protester contre sa détention, à des actes de torture et à d'autres formes de peines ou traitements cruels ou inhumains, le Groupe de travail estime qu'elles corroborent le constat selon lequel l'intéressée est victime d'une violation de son droit à un procès équitable au titre des normes de la catégorie III. Le Groupe de travail a toujours conclu dans ses avis qu'il est peu probable qu'une personne soumise à la torture ou à d'autres formes de peines ou de mauvais traitements puisse préparer correctement sa défense et être jugée dans le respect de l'égalité des parties devant les instances judiciaires, et que cela constitue un déni des principes fondamentaux d'un procès équitable³⁰.

66. Le Groupe de travail rappelle que, selon le principe 6 de l'Ensemble de principes, aucune personne soumise à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement ne sera soumise à la torture ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

67. La source fait valoir que, selon les dispositions du Code de procédure pénale en vigueur le 20 novembre 2020, une audience aurait dû être organisée ou un délai aurait dû être demandé au nom de M. Chen et de M. Cai. Or, les familles n'ont reçu aucune information à ce sujet de la part des autorités.

68. En conséquence, la durée déraisonnable du maintien de M. Chen et M. Cai en détention provisoire s'inscrit en violation de leur droit d'être jugés sans retard excessif. Le Groupe de travail note que dix-huit mois environ se sont écoulés depuis que M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai ont été placés en détention, en avril 2020. En outre, comme cela a été relevé ci-dessus, rien n'indique que leur détention provisoire ait fait l'objet d'un examen régulier de la part d'une autorité judiciaire. Le Groupe de travail rappelle que le droit d'être jugé dans un délai raisonnable est l'une des garanties d'un procès équitable énoncées aux articles 10 et 11 1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme et au principe 38 de l'Ensemble de principes. Ce qui est raisonnable concernant le laps de temps avant qu'une affaire ne soit jugée doit être apprécié au cas par cas selon les circonstances, en tenant compte de la complexité du dossier, du comportement de l'inculpé et de la façon dont l'affaire a été traitée par les autorités³¹. Le retard excessif dans le jugement de M^{me} Zhang, M. Chen et

²⁵ A/HRC/30/37, annexe. Voir également A/HRC/45/16, par. 52 et 53.

²⁶ A/HRC/45/16, par. 14.

²⁷ Ibid., par. 15.

²⁸ Avis n° 40/2020, par. 29.

²⁹ Avis n° 11/2020, par. 54 ; et 82/2020, par. 67.

³⁰ Voir, par exemple, l'avis n° 32/2019, par. 42. Dans son avis n° 29/2017, le Groupe de travail a déclaré que, bien qu'il n'ait pas pour mandat d'examiner les conditions de détention ou le traitement des prisonniers, il devait examiner dans quelle mesure ces conditions pouvaient affecter négativement la capacité des détenus à préparer leur défense et compromettre leurs chances d'être jugés équitablement (par. 63). Voir également les avis n° 53/2018, par. 77 c) ; 52/2018, par. 79 j) ; et 47/2017, par. 28 ; et E/CN.4/2004/3/Add.3, par. 33.

³¹ Comité des droits de l'homme, observations générales n° 32 (2007), par. 35 ; et n° 35 (2014), par. 37.

M. Cai est inacceptable, et à cet état de choses s'ajoute le fait que rien n'indique que leur détention provisoire ait fait l'objet d'un examen régulier de la part d'une autorité judiciaire. Il apparaît clairement au Groupe de travail qu'ils sont uniquement, et indûment, détenus pour avoir exercé des droits garantis par le droit international des droits de l'homme³². Le Groupe de travail saisit cette occasion pour rappeler que, si M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai ne peuvent pas être jugés dans un délai raisonnable, ils ont le droit d'être libérés.

69. Pour ces raisons, le Groupe de travail estime que les violations du droit à un procès équitable de M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai sont d'une gravité telle qu'elles confèrent à leur détention un caractère arbitraire au titre de la catégorie III.

iv. Catégorie V

70. Le Groupe de travail estime par ailleurs que M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai ont été privés de leur liberté pour des motifs discriminatoires, c'est-à-dire pour avoir rendu compte de la situation liée à la pandémie de COVID-19 et diffusé des informations subjectives à ce sujet. Ils ont été pris pour cible pour leurs opinions, c'est-à-dire pour avoir exercé leur droit d'exprimer leurs points de vue et leurs convictions. L'attitude des autorités à leur égard ne peut qu'être qualifiée de discriminatoire. Par conséquent, le Groupe de travail estime que leur détention constitue une violation des articles 2 et 7 de la Déclaration universelle des droits de l'homme en ce qu'elle découle d'une discrimination fondée sur l'opinion politique ou autre et qu'elle est arbitraire au titre de la catégorie V.

v. Observations finales

71. La source fait valoir que M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai n'ont pas été autorisés à communiquer avec leur famille. Le Groupe de travail estime que ces restrictions constituent une violation de leur droit d'avoir des contacts avec le monde extérieur en vertu du paragraphe 3 de l'article 43 et du premier paragraphe de l'article 58 de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) et des principes 15, 16 1) et 19 de l'Ensemble de principes.

72. Au cours de ses trente années d'existence, le Groupe de travail a constaté que la Chine avait manqué à ses obligations internationales en matière de droits de l'homme à de nombreuses reprises³³. Le Groupe de travail craint que ce schéma ne soit révélateur d'un problème systémique de détention arbitraire en Chine, pratique qui constitue une violation grave du droit international. Le Groupe de travail rappelle que, dans certaines circonstances, l'emprisonnement généralisé ou systématique ou d'autres cas graves de privation de liberté en violation des règles du droit international peuvent constituer des crimes contre l'humanité³⁴.

³² Au paragraphe 63 de son avis n° 46/2019, le Groupe de travail n'a pas été en mesure de conclure que le délai écoulé entre l'arrestation en janvier 2017 et la condamnation en mai 2018 était déraisonnable.

³³ Voir les décisions n°s 43/1993, 44/1993, 53/1993, 63/1993, 64/1993, 65/1993, 66/1993, 46/1995 et 19/1996, et les avis n°s 30/1998, 1/1999, 2/1999, 16/1999, 17/1999, 19/1999, 21/1999, 8/2000, 14/2000, 19/2000, 28/2000, 30/2000, 35/2000, 36/2000, 7/2001, 8/2001, 20/2001, 1/2002, 5/2002, 15/2002, 2/2003, 7/2003, 10/2003, 12/2003, 13/2003, 21/2003, 23/2003, 25/2003, 26/2003, 14/2004, 15/2004, 24/2004, 17/2005, 20/2005, 32/2005, 33/2005, 38/2005, 43/2005, 11/2006, 27/2006, 41/2006, 47/2006, 32/2007, 33/2007, 36/2007, 21/2008, 29/2008, 26/2010, 29/2010, 15/2011, 16/2011, 23/2011, 29/2011, 7/2012, 29/2012, 36/2012, 51/2012, 59/2012, 2/2014, 3/2014, 4/2014, 8/2014, 21/2014, 49/2014, 55/2014, 3/2015, 39/2015, 11/2016, 12/2016, 30/2016, 43/2016, 46/2016, 4/2017, 5/2017, 59/2017, 69/2017, 81/2017, 22/2018, 54/2018, 62/2018, 15/2019, 35/2019, 36/2019, 72/2019, 76/2019 et 11/2020.

³⁴ A/HRC/13/42, par. 30. Voir aussi, par exemple, les avis n°s 1/2011, par. 21 ; 37/2011, par. 15 ; 38/2011, par. 16 ; 39/2011, par. 17 ; 4/2012, par. 26 ; 38/2012, par. 33 ; 47/2012, par. 19 et 22 ; 50/2012, par. 27 ; 60/2012, par. 21 ; 9/2013, par. 40 ; 34/2013, par. 31, 33 et 35 ; 35/2013, par. 33, 35 et 37 ; 36/2013, par. 32, 34 et 36 ; 48/2013, par. 14 ; 22/2014, par. 25 ; 27/2014, par. 32 ; 34/2014, par. 34 ; 35/2014, par. 19 ; 36/2014, par. 21 ; 44/2016, par. 37 ; 60/2016, par. 27 ; 32/2017, par. 40 ; 33/2017, par. 102 ; 36/2017, par. 110 ; 51/2017, par. 57 ; et 56/2017, par. 72.

73. Enfin, le Groupe de travail serait heureux d'effectuer une visite de pays en Chine afin d'aider le Gouvernement à lutter contre la privation arbitraire de liberté. Étant donné qu'une longue période s'est écoulée depuis ses dernières visites dans ce pays, en octobre 1997 et septembre 2004, il estime le moment venu de s'y rendre à nouveau. Le Groupe de travail rappelle qu'il a présenté une demande de visite le 15 avril 2015 et il attend avec intérêt une réponse positive.

Dispositif

74. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant :

La privation de liberté de Zhan Zhang, Mei Chen et Wei Cai est arbitraire en ce qu'elle contrevient aux articles 2, 3, 6, 7, 8, 9, 10, 11 1), 19 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et qu'elle relève des catégories I, II, III et V.

75. Le Groupe de travail demande au Gouvernement chinois de prendre les mesures qui s'imposent pour remédier sans tarder à la situation de M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai et la rendre compatible avec les normes internationales applicables, notamment celles énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Groupe de travail demande instamment au Gouvernement d'adhérer au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

76. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'espèce, la mesure appropriée consisterait à libérer immédiatement M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai et à leur accorder le droit d'obtenir réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation, conformément au droit international. Dans le contexte actuel de pandémie de COVID-19, qui fait peser une menace sur les lieux de détention, le Groupe de travail demande au Gouvernement de prendre d'urgence des mesures pour assurer la libération immédiate de M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai.

77. Le Groupe de travail demande instamment au Gouvernement de veiller à ce qu'une enquête approfondie et indépendante soit menée sur les circonstances de la détention arbitraire de M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai, et de prendre les mesures qui s'imposent contre les responsables de la violation des droits de ceux-ci.

78. Le Groupe de travail demande au Gouvernement de mettre ses lois, en particulier l'article 293 de son Code pénal, en conformité avec les recommandations formulées dans le présent avis et avec les engagements pris par la Chine en application du droit international des droits de l'homme.

79. Comme prévu au paragraphe 33 (al. a)) de ses méthodes de travail, le Groupe de travail renvoie l'affaire à la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression pour qu'elle prenne les mesures qui s'imposent.

80. Le Groupe de travail demande au Gouvernement d'utiliser de tous les moyens à sa disposition pour diffuser le présent avis aussi largement que possible.

Procédure de suivi

81. Conformément au paragraphe 20 de ses méthodes de travail, le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de l'informer de la suite donnée aux recommandations formulées dans le présent avis, et notamment de lui faire savoir :

- a) Si M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai ont été mis en liberté et, dans l'affirmative, à quelle date ;
- b) Si M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai ont obtenu réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation ;
- c) Si la violation des droits de M^{me} Zhang, M. Chen et M. Cai a fait l'objet d'une enquête et, dans l'affirmative, quelle a été l'issue de celle-ci ;
- d) Si la Chine a modifié sa législation ou sa pratique afin de les rendre conformes aux obligations mises à sa charge par le droit international, dans le droit fil du présent avis ;
- e) Si d'autres mesures ont été prises en vue de donner suite au présent avis.

82. Le Gouvernement est invité à informer le Groupe de travail de toute difficulté rencontrée dans l'application des recommandations formulées dans le présent avis et à lui faire savoir s'il a besoin qu'une assistance technique supplémentaire lui soit fournie, par exemple dans le cadre d'une visite du Groupe de travail.

83. Le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de lui fournir les informations demandées dans les six mois suivant la communication du présent avis. Il se réserve néanmoins le droit de prendre des mesures de suivi si de nouvelles informations préoccupantes concernant l'affaire sont portées à son attention. Cela lui permettra de faire savoir au Conseil des droits de l'homme si des progrès ont été accomplis dans l'application de ses recommandations ou si, au contraire, rien n'a été fait en ce sens.

84. Le Groupe de travail rappelle que le Conseil des droits de l'homme a engagé tous les États à coopérer avec lui et les a priés de tenir compte de ses avis, de faire le nécessaire pour remédier à la situation de toutes personnes arbitrairement privées de liberté et de l'informer des mesures prises à cette fin³⁵.

[Adopté le 6 septembre 2021]

³⁵ Résolution 42/22 du Conseil des droits de l'homme, par. 3 et 7.